



Parler retraites en famille, une bonne idée ?

Les tensions intergénérationnelles autour du système de pensions s'invitent dans les discussions familiales. Entre privilégiés propriétaires et jeunes actifs inquiets, le fossé se creuse.

Marie Campitron
et Christine Mateus

SURVIVRE AU REPAS de famille impose (parfois) certains compromis. Le premier étant d'éviter les sujets les plus risqués. Après trop de tensions inutiles entre la poire et le fromage, Baptiste, 22 ans, a été gentiment « Interdit » d'évoquer celui des retraites. Sans tourner à la guerre de générations, la susceptibilité s'invite parfois autour de la table. « Les retraités prennent toute remarque comme une attaque personnelle ! La majorité d'entre eux vivent pourtant avec un meilleur niveau de vie que les actifs, c'est quelque chose qui reste difficile à entendre pour eux », pointe cet étudiant en sciences vivant à Caen (Calvados). Et ce, même si les statistiques masquent des réalités très différentes.

Sa retraite, Baptiste n'y songe même pas. « Je me demande même si notre génération touchera quelque chose. Le système a marché pour les aînés, c'est vrai, mais il est devenu dysfonctionnel », observe-t-il. Ailleurs aussi, la récente suspension de la réforme votée à l'Assemblée relance les discussions.

Les jeunes fatalistes

Même si rien n'est encore acté, le Sénat souhaitant rétablir la fameuse mesure, le débat peut facilement plomber les réunions familiales chez Fernando, non loin de Créteil (Val-de-Marne). « Mon père mérite mille fois sa retraite. Il a commencé à travailler à l'âge de 16 ans, dans le BTP, comme carreleur. Un métier physique où les conditions ne sont pas faciles. Mais quand je l'entends commenter nos inquiétudes sur nos futures retraites, en taxant les plus jeunes générations d'enfants gâtés qui ne se rendent pas compte de la situation actuelle, ça me fait vriller. Je trouve sa position trop facile, il ne risque plus rien, lui », s'agace son plus jeune fils, Victor, 49 ans, juriste.

« Je ne suis pas expert, mais il me semble que si vous avez moins d'actifs pour financer les retraites, il faut bien travailler plus longtemps, rétorque Fernando, 75 ans, arrivé du Portugal en 1966. Je suis venu ici pour travailler, avoir une meilleure vie. J'y ai vu naître mes trois enfants en espérant que leurs études les éloignent d'un métier fatigant et ingrat comme le mien. C'est le cas, et j'en suis très fier. Mon aînée est opticienne, le deuxième ingénieur et le troisième juriste. Vous n'allez pas me dire que ce serait les mettre en danger que de les faire travailler deux ans de plus ? »

Chez Marie-Paule, les retraites n'ont jamais été un tabou. La question donne souvent lieu à des « échanges bienveillants », où elle décèle toutefois le « fatalisme » des plus jeunes. « On en discute, ils savent évidemment qu'ils n'auront pas les mêmes chances et conditions de départ que nous. Notre génération doit un peu s'effacer sur ce sujet », souffle-t-elle.

« Une génération de privilégiés »

Pas besoin d'attendre la retraite pour observer déjà un certain décalage dans la qualité de vie des uns et des autres. L'accès à la propriété reste l'une des inégalités majeures entre les générations. Elle serait même devenue l'apanage des plus de 50 ans et des classes aisées, selon un rapport récent de l'Institut Montaigne. « Avant, il était relativement normal d'acquiescer son logement. Puis, quand on terminait ses remboursements, on pouvait même se poser la question d'une résidence secondaire. La réalité n'est évidemment plus la même », admet cette ancienne employée de la fonction publique.

Les chiffres ne diront pas le contraire. En France, les deux tiers des 17 millions de retraités sont propriétaires et n'ont ni loyer ni emprunt à rembourser, d'après les derniers chiffres de la Drees (Direction de la recherche, des études, de

l'évaluation et des statistiques). Les baby-boomers ont profité d'un contexte économique particulièrement enviable : prix immobiliers très bas, croissance proche de 5 % durant les Trente Glorieuses, marché du travail dynamique... « Bien sûr, nous sommes une génération de privilégiés, j'en ai conscience. Mais ce n'est pas une raison pour nous faire culpabiliser », insiste Marie-Paule. Les baby-boomers, des boucs émissaires faciles ? Cet été, François Bayrou, alors Premier ministre, avait lui-même pointé du doigt leur responsabilité dans l'endettement de la France.

« Aujourd'hui, notre rôle est surtout d'écouter nos enfants et petits-enfants, d'accueillir leur parole et, quand c'est possible, de les aider », note l'ancienne fonctionnaire. Profitant d'une « retraite confortable », cette habitante de Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine) épaula tant qu'elle le peut certains de ses quatre enfants, qui souffrent, malgré leurs CDI, de « salaires trop justes ». Cela passe par l'achat d'un frigo, l'inscription de ses petits-enfants à des cours de football ou d'autres petits dépannages. « Ce n'est rien d'ultra-nécessaire, mais on offre comme ça un peu de confort à tout le monde. Cela reste notre devoir d'ainés de sortir de l'égoïsme. »



Vous n'allez pas me dire que ce serait mettre en danger [mes enfants] que de les faire travailler deux ans de plus ?

Fernando, 76 ans, retraité